

2025/02

Synthèse de l'actualité internationale de février 2025

samedi 1er mars 2025, par [Axelle DEGANS](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Axelle DEGANS](#), **Synthèse de l'actualité internationale de février 2025**, *Diploweb.com* : la revue géopolitique, 1er mars 2025.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via [la page suivante](#). Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Ce mois de février 2025 restera peut-être dans les livres d'histoire comme celui d'une recomposition des relations Etats-Unis / Union européenne. Découvrez la synthèse de l'actualité internationale : Le sort des urnes ; Une guerre des minerais ; un modèle allemand en difficulté ; Un nouvel ordre géopolitique mondial ? ; L'Union européenne perméable aux influences étrangères ; Le temps du patriotisme économique ? ; Nouvelles du front en Ukraine ; Vers un cessez-le-feu en Ukraine ? ; Une improbable quadrature du cercle ?

Voici la précieuse synthèse d'Axelle Degans qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique mondiale, voire préparent un concours ou un entretien de recrutement. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre [Lettre d'information hebdomadaire](#)

Le sort des urnes

En Allemagne, les élections législatives de février 2025 organisées suite à la démission des ministres libéraux du gouvernement Scholz ont mobilisé près de 84% des citoyens. Les conservateurs de la CDU-CSU emmenés par Friedrich Merz arrivent en tête du scrutin avec environ 28.5% des voix. Les principaux perdants sont les sociaux-démocrates du SPD d'Olaf Scholz qui recueillent seulement 16% des suffrages et les libéraux qui ne comptabilisent qu'à peine plus de 4% des voix et donc ne seront pas représentés au Bundestag... Les écologistes (Die Grünen) obtiennent 11% des suffrages, un score très bas. Tous les partis de gouvernement ont des scores bien inférieurs à leurs attentes. En revanche, les partis de l'extrême de l'échiquier politique réalisent de bons scores. Ainsi Die Linke, en cinquième position, obtient plus de 8% des voix et l'AfD qui recueille près de 21% des suffrages (après un soutien appuyé d'Elon Musk propriétaire de X et du vice-président américain James D. Vance), se place en deuxième position, dépassant largement les sociaux-démocrates pour qui cette élection est une sanction.

Le prochain chancelier, très probablement Friedrich Merz, devra monter une coalition, avec très vraisemblablement le SPD désavoué lors de cette élection, et peut-être les écologistes au moment où les Allemands remettent en question le bien-fondé de la sortie de l'énergie nucléaire...

Au Kosovo, les élections législatives de février 2025 sont remportées par le parti du Premier ministre nationaliste sortant, Albin Kurti. Sa liste remporte 41% des suffrages, sans majorité absolue il doit nouer une alliance. L'intransigeance d'Albin Kurti vis-à-vis de la minorité serbe du [Kosovo](#) a crispé à plusieurs reprises les Européens qui sont pourtant les bailleurs de fonds du pays le plus pauvre d'Europe.

[Le président roumain Klaus Iohannis démissionne en février 2025](#). Son mandat avait été prolongé par la Cour constitutionnelle en décembre 2024 après l'annulation du premier tour des élections présidentielles en raison d'une présomption d'ingérence qui aurait profité au candidat Calin Georgescu. Klaus Iohannis est devenu tellement impopulaire, y compris jusque dans ses rangs, que la procédure de destitution en cours risquait d'aboutir. Il préfère prendre les devants et donner sa démission, sans que cela ne règle la crise politique roumaine, les

manifestations populaires le démontrent. Des perquisitions sont menées chez les proches de Calin Georgescu pour prouver les ingérences russes.



Dr. Axelle Degans
Degans/Diploweb

Une guerre des minerais

La situation dans les provinces orientales de la République démocratique du Congo (RDC), et en particulier le Sud du [Kivu](#), est qualifiée de « catastrophique » par Jean-Baptiste Muhindo Kasekwa, député national honoraire. Après la chute de Goma, désormais aux mains du groupe armé M23 financé par Kigali, le président congolais Félix Tshisekedi promet une « riposte vigoureuse » contre ce que Kinshasa considère comme un outil de déstabilisation au service du Rwanda. Plusieurs rapports rédigés par les Nations Unies vont dans ce sens, prouvant l'implication de l'armée rwandaise (RDF) aux côtés du M23 dans des crimes de guerre. Depuis le début de l'année 2025, plus de 400 000 civils ont été obligés de fuir les horreurs de la guerre, et les récits de femmes et de fillettes violées se multiplient. Au discours de fermeté du président congolais, Kigali répond par des menaces : envoyer une troupe armée prendre Kinshasa pour mettre en place un régime ami ; menaces qui rappellent les précédents de la « guerre mondiale africaine » (environ huit millions de morts). La Turquie propose une médiation, avec peu de succès. Bukavu, capitale du Sud-Kivu est prise par les Rwandais et leurs proxys du M23.

En toile de fond, une guerre des minerais. Le Rwanda, peuplé de douze millions d'habitants, a un sous-sol pauvre, accapare déjà les mines d'or congolaises, et veut contrôler celles de tungstène, d'étain et surtout de coltan, indispensable à l'industrie électronique (et donc la téléphonie, l'informatique, l'aéronautique, l'aérospatial...). Le Nord-Kivu possède les premières réserves mondiales de coltan.

Les minerais ukrainiens suscitent aussi la convoitise. Les terres rares sont indispensables à l'industrie d'armement comme à celle du numérique. Les Occidentaux cherchent à moins dépendre des [terres rares](#) chinoises. Les Etats-Unis de Donald Trump développent une

diplomatie transactionnelle, ils réclament un accès aux terres rares ukrainiennes, ou plutôt matériaux critiques, en échange de leur soutien à Kiev depuis le début du conflit. Nous y reviendrons.

Un modèle allemand en difficulté

L'Allemagne est en crise, politique et économique. Elle enregistre deux années consécutives de récession, le choc énergétique est lié à l'arrêt des importations du gaz russe et le choix de la sortie du nucléaire. Son modèle économique est profondément ébranlé avec la fermeture progressive du marché chinois, et la montée du protectionnisme. Le syndicat interprofessionnel BDI s'attend à une nouvelle récession pour l'année 2025. L'inquiétude est tellement forte que le patronat allemand appelle à manifester dans les rues pour imposer les questions économiques dans la campagne électorale davantage marquée par les récents attentats qui nourrissent la montée de l'AfD.

Les deux principales économies de la zone euro sont en berne et dans une situation politique pour le moins délicate au moment où les grandséquilibrent géopolitiques évoluent rapidement.

Plus

[Tous les podcasts géopolitiques de l'émission Planisphère animée par Pierre Verluise, en un clic. Et avec en bonus une synthèse rédigée, c'est possible ? Oui, ici.](#)

Un nouvel ordre géopolitique mondial ?

La situation du Proche-Orient a radicalement changé en quelques semaines à la fin 2024. Le nouveau président américain veut mettre fin aux deux guerres en cours au Proche-Orient et en Ukraine. Il impose un cessez-le-feu au Proche-Orient avec échange d'otages contre prisonniers. Donald Trump a une vision très particulière de l'avenir possible de la bande de Gaza...

Il renoue avec Riyad alors que l'administration de Joe Biden était en mauvais termes avec le prince héritier saoudien - Mohamed Ben Salman - depuis l'assassinat du journaliste Kashoggi.

Donald Trump annonce vouloir un cessez-le-feu en Ukraine, permettant à Washington de réorienter ses dépenses vers d'autres théâtres. Il négocie brutalement un accès aux richesses minérales ukrainiennes.

A l'ONU, le 24 février 2025, les Etats-Unis proposent une résolution qui ne nomme pas l'agresseur ou l'objectif d'[une Ukraine retrouvant ses frontières de 2014](#). Les pays européens s'abstiennent lors du vote de cette résolution, acceptée par Washington et Moscou.... Un

revirement tout à fait remarquable de la politique étrangère des Etats-Unis.

Les Etats-Unis de Donald Trump annoncent toute une série de sanctions douanières contre leurs principaux partenaires, Canada, Mexique, Chine, Union européenne, une guerre économique se renforce, d'abord contre les alliés de Washington.

L'Occident bicéphale se craquèle. A l'évidence, Donald Trump défend davantage les intérêts de son pays - « America First » - que des valeurs partagées avec les Européens. [Ceux-ci sont désarmés par la série d'attaques dont ils sont la cible](#). Ils sont déstabilisés car depuis la Seconde guerre mondiale leur proximité avec Washington est très forte. L'Europe communautaire s'est bâtie sous l'aile et en prenant pour modèle les Etats-Unis. L'Union européenne peut-elle vivre sans la proximité et le soutien américain ? La menace de taxes douanières de 25% sur des produits européens suscite une réaction outrée, et la promesse de mesures de rétorsion. Est-ce la fin d'un Occident ? Washington annonce la diminution de 90% les crédits de l'USAID pour l'étranger, ce qui ouvre un boulevard pour la Chine...

Abdullah Öcalan, chef du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) qu'il fonde en 1978, appelle en février 2025 à la fin du combat contre la Turquie. Ce leader des Kurdes, minorité maltraitée au sein de la Turquie, s'est battu pour donner, par les armes, un pays à ce peuple qui n'en a pas. L'impasse de la lutte armée, et une détention de vingt-six années, l'invitent à prôner le dépôt des armes. Cela correspond au souhait d'Ankara d'un apaisement intérieur rendu nécessaire par la rapide déstabilisation géopolitique régionale depuis le 7 octobre 2023 et le changement de pouvoir en Syrie.

L'Union européenne perméable aux influences étrangères

Les scandales du « Qatargate I » puis du « Qatargate II », opérations avérées de corruption au plus haut degré des instances communautaires prennent la suite de l'inquiétude publique de la chancelière Angela Merkel concernant l'influence de Pékin dans le fonctionnement des institutions européennes. Après que l'on commence à mesurer l'influence des Frères musulmans à Bruxelles. Après le choix d'une économiste américaine ayant travaillé pour les GAFAM pour travailler pour la Commission, scandale dénoncé par le Commissaire Thierry Breton, on apprend que la Russie est une « menace systémique » pour les institutions européennes. En cause les liens entretenus par Moscou avec les partis d'extrême-droite et gauche ayant une représentation au sein du Parlement européen. En outre, à côté des 720 eurodéputés quelques 50 000 lobbyistes travaillent à Bruxelles pour influencer le processus de décision en faveur des intérêts qu'ils représentent [1]. Une moyenne de 70 lobbyistes par député.

Le temps du patriotisme économique ?

La France défend, dans le discours tout du moins, une réindustrialisation. Les travaux du géographe François Bost (URCA) ou de l'économiste Agnès Verdier-Molinié montrent l'ampleur de la désindustrialisation de la France, qui fait d'elle un pays désormais moins industrialisé que l'Italie. Cette désindustrialisation explique en partie le déficit commercial car ce qui n'est pas produit est importé.

Les difficultés de la réindustrialisation sont nombreuses : coût de l'énergie (surtout comparativement à celui des Etats-Unis), difficulté à reconstituer un tissu de fournisseurs travaillant pour des donneurs d'ordre, disparition de savoir-faire et mauvaise adéquation entre la formation de la main d'œuvre et les besoins de l'industrie... une appétence moindre pour travailler en industrie.... France Stratégie élabore huit scénarii avec aussi une dimension de décarbonation de l'industrie. La réindustrialisation, si elle est impérieuse, n'en est pas moins complexe et laborieuse.

Nouvelles du front en Ukraine

Les Etats-Unis de Donald Trump font savoir qu'ils ne financeront plus les Ukrainiens comme la précédente administration, le président Zelenski annonce être prêt à négocier avec Moscou pour trouver une issue au conflit relancé par la Russie le 24 février 2022. La France livre quelques avions, mais ils ne seront probablement pas décisifs pour inverser la tournure de la guerre, défavorable à Kiev. Le président Zelenski peine à enrôler de nouvelles troupes, le consentement à la guerre est au plus bas, et les Ukrainiens en exil n'entendent pas continuer le combat. Sur le terrain, les troupes ukrainiennes continuent à reculer lentement mais sûrement au prix de combats très durs dans le Donbass. Celui-ci est composé de deux oblast : celui de Lougansk, quasiment entièrement contrôlé par Moscou et celui de Donetsk, où se concentrent désormais l'offensive russe qui vient d'enlever la ville de Toretsk, contrôlé aux deux tiers par Moscou.

Il n'est pas évident que le Kremlin choisisse d'arrêter la progression de ses troupes, qui continuent à grignoter du terrain depuis la début de l'année 2025. Il est plus probable que l'offensive continue, le maître du Kremlin mise peut-être sur un effondrement ukrainien à la suite des prises de positions de l'administration Trump.

Vers un cessez-le-feu en Ukraine ?

Le sort des armes n'est pas favorable aux Ukrainiens. Leurs troupes ont tenu, de façon non anticipée par Moscou, grâce à l'aide occidentale, mais la nouvelle administration américaine ne veut plus continuer à financer une guerre qui n'est pas gagnée sur le terrain alors que sa priorité stratégique se situe dans le Pacifique. Le président Trump annonce qu'il ne souhaite pas que l'Ukraine entre dans [l'OTAN](#), il apparaît très peu envisageable que la Russie évacue le terrain gagné militairement. Les négociations se joueront probablement sans les Européens, ni même les Ukrainiens.



28 février 2025. Etats-Unis, La Maison-Blanche. D. Trump bouscule physiquement et

verbalement le président ukrainien V. Zelensky

Capture d'écran de la BBC. Crédit photographique BBC. Voir la vidéo

<https://www.bbc.com/news/articles/c2d4e395jxeo>

Une *realpolitik*, dans sa version brute. C'est ce que montre l'entrevue à Washington du 28 février 2025 entre les présidents Zelenski et Trump, un éclat devant caméras. Ce dernier a fait acte d'autorité de façon assez grossière montrant à son invité qu'ils n'étaient pas sur un pied d'égalité. Trump a rappelé la grande fragilité d'une Ukraine qui a besoin des Etats-Unis face à la Russie. Autre exemple des Etats-Unis qui maltraitent leurs alliés. Une brutalisation des relations internationales qui fracture le camp occidental. Les Européens affichent leur soutien à Kiev. Cette séquence est aussi une aubaine pour Moscou et Pékin.

[Voir aussi : Cyril Gloaguen, L'Ukraine, la Russie et nous ? Quelques réflexions sur les négociations de paix en cours à Djedda ...](#)

Une improbable quadrature du cercle ?

L'Union européenne est désavouée sur tous les plans, militaire, diplomatique, géopolitique et aussi économique car elle aura grand peine à financer à coups de centaines de milliards d'euros une Ukraine déjà très pauvre et abimée par trois années de guerre, sinon au prix de très importants sacrifices demandés aux Européens. La Commission de Madame von der Leyen est face à une impasse économique (décrochage économique souligné dans le rapport Draghi de septembre 2024), énergétique entre la fin des importations du gaz russe, l'importation d'un gaz de schiste américain sale et cher, les impératifs du *green deal*, et la désindustrialisation communautaire dont les effets délétères s'accroissent. Elle est face à une impasse géopolitique, Washington, Moscou et Pékin négociant par-dessus Bruxelles, qui n'est même pas l'hôte des négociations d'un cessez-le-feu (l'Arabie saoudite est préférée, une première !) : les Etats-Unis, la Chine et la Russie raisonnent au diapason en termes de puissance et de zone d'influence. Friedrich Merz, dont le parti est arrivé en tête des législatives allemandes, se montre moins atlantiste que ses prédécesseurs. Il déclare que la défense européenne doit devenir une « priorité absolue » et demande que Paris [2] et Londres partagent leur protection [nucléaire](#).

Le président américain annonce vouloir faire main basse sur les richesses minérales ukrainiennes, aux Européens de financer la restauration d'un pays très affaibli par la guerre ? L'une des pistes serait une force de maintien de la paix - à laquelle les Américains ne participeraient pas - sur le sol ukrainien, le président Zelenski réclame 200 000 hommes. Un scénario possible, envisagé par Paris et Londres, serait d'envoyer 30 000 soldats. Selon des sources parlementaires et militaires cela correspondrait à un effort financier de probablement deux milliards d'euros pour la France, dont le soutien à l'Ukraine est évalué à près de trois milliards d'euros pour l'année 2024. Il n'est pas évident que les Américains participent à cet effort financier. En outre, la Banque mondiale, l'ONU et la Commission européenne évaluent à 506 milliards d'euros (524 milliards de dollars) la reconstruction de l'Ukraine. Les Européens ont-ils encore les moyens de financer cet effort de reconstruction ? La candidature de l'Ukraine à l'entrée dans l'Union européenne est un défi économique que certains - comme Sylvie Goulard - estime qu'il n'est pas raisonnablement possible de relever.... Les négociations pour

un cessez-le-feu en Ukraine sont une douloureuse épreuve de vérité. Les défis pour l'avenir sont colossaux.

La France accueille un sommet de l'intelligence artificielle

Les Etats-Unis annoncent en janvier 2025 un plan de 500 milliards de dollars pour développer l'Intelligence artificielle, domaine où ils sont encore en avance sur la Chine. La même semaine, la Chine sort Deepseek, concurrent de ChatGPT : un « moment Spoutnik de l'IA » (Marc Andreessen) ... Qui dominera l'IA dominera le monde... L'IA est pour l'instant polarisée sur deux pôles : Les Etats-Unis et la Chine. Les Européens essaient d'exister dans cette bipolarisation pour ne pas être seulement un marché pour les autres. Le sommet organisé à Paris est l'occasion de proposer une « troisième voie ». Il existe déjà des entreprises européennes à l'exemple de Mistral AI et son « chat ». Les ressources humaines, les compétences ne font pas défaut. Faut-il encore conserver ces talents à qui les Etats-Unis, la Chine ou encore les Emirats Arabes Unis (EAU) offrent de formidables conditions de travail. Faut-il encore trouver les ressources financières pour être capables de relever un défi en fait existentiel.

Deux modèles s'opposent. Une IA américaine « fermée » alors que les Européens font la promotion d'une IA « ouverte » dont ce sommet fait la promotion et à laquelle adhèrent l'Inde ... et la Chine.

L'Afrique prépare l'avenir

Le sommet africain pour l'énergie « Mission 300 » s'est tenu en février 2025 à Dar-es-Salam. Les représentants de 27 pays se sont entendus sur un programme de plusieurs dizaines de milliards de dollars pour amener l'électricité à 300 millions de personnes qui n'y ont pas encore accès. Ce partenariat public-privé repose sur une coopération entre la Banque mondiale ou la Banque africaine de développement et d'autres organismes comme la Fondation Rockefeller. La France annonce une contribution d'un milliard d'euros grâce à l'Agence française de développement. Près de 540 millions sur environ 1, 47 milliards d'Africains sont encore privés d'électricité.

Bruxelles agit

Après une IA Act, Bruxelles définit une « boussole de compétitivité » pour inverser une tendance plutôt mortifère. L'UE a d'abord une activité de régulation, une réglementation qui étouffe selon certains l'activité et la créativité. Il est impératif de se doter d'une ambition, de conserver ses scientifiques et favoriser l'innovation. Bruxelles prépare un « choc de simplification » concernant les règles climatiques devant peser sur les entreprises. Mario Draghi alerte la Commission à propos d'« une politique climatique sans politique industrielle » ; la filière automobile est en réel danger en Europe.

Bruxelles accepte d'amender la règle, établie avec les critères de Maastricht, des 3% de déficit public, en sortant les dépenses liées à la défense. La France le demandait depuis longtemps.

Ne pas oublier

L'écrivain franco-algérien Boualem Sansal est toujours emprisonné en Algérie. Cet homme âgé et malade est privé de liberté pour délit d'opinion. Ses mots font-ils trembler Alger ? Il entame une grève de la faim et ses jours sont désormais en danger, les autorités refusent la venue de son avocat en raison de sa religion...

Le Hamas rend les cadavres de ses otages quand Israël libère des prisonniers. Cinquante ressortissants français ont été tués, assassinés lors de l'attaque terroriste menée par le Hamas le 7 octobre 2023 ou morts lors de leur dure détention.

Bonnes nouvelles

Airbus a décroché un contrat pour des satellites britanniques qui appartiennent un projet de constellation souveraine.

A Cadarache, le CEA (Commissariat à l'énergie atomique) a réussi en février 2025, pendant une vingtaine de minutes, à parvenir à une fusion nucléaire. Il s'agit d'un formidable exploit vers une nouvelle forme de production d'énergie. Cet exploit est la réussite d'un Etat stratège capable de fédérer des énergies et des financements d'un vaste horizon mondial. Il est capable de former des scientifiques de très grande qualité et d'avoir une ambition qui s'inscrit sur un long terme que ne peuvent avoir les marchés financiers. Ce succès du réacteur de recherche WEST, témoigne que les investissements dans la recherche sont cruciaux et indispensables pour être capable de se forger un avenir dans un monde géopolitiquement toujours plus instable. Il montre surtout que la France dispose de magnifiques atouts dans le domaine scientifique, dans le domaine de l'énergie (grâce à l'électronucléaire) et dans le domaine de la défense grâce à une des rares armées opérationnelles au monde, encore adossée à une industrie d'armement qui lui est propre. Des atouts à valoriser dans une situation géopolitique marquée par l'affirmation de prédateurs...

Copyright Mars 2025-Degans/Diploweb.com

Plus

Voir les synthèses d'[octobre 2023](#), [novembre 2023](#), [décembre 2023](#), [janvier 2024](#), [février 2024](#), [mars 2024](#), [avril 2024](#), [mai 2024](#), [juin 2024](#), [juillet-août 2024](#), [septembre 2024](#), [octobre 2024](#), [novembre 2024](#), [décembre 2024](#), [janvier 2025](#)

P.-S.

Docteure en Géopolitique de l'Université de Reims Champagne-Ardenne. Membre du Conseil scientifique du *Diploweb.com*. Agrégée d'histoire, Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Auteure de nombreux ouvrages.

Notes

[1] NDLR : L'usage du lobbying à Bruxelles est un danger identifié par le Diploweb depuis plus de deux décennies. Cf. P. Verluise, « Citoyenneté européenne et lobbying », <https://www.diploweb.com/Citoyennete-europeenne-et-lobbying.html>

[2] NDLR : Le président de la République française, E. Macron, avait déjà amorcé en 2020 une offre dans ce sens, dans discours à l'École militaire. Cf. Discours du Président Emmanuel Macron sur la stratégie de défense et de dissuasion devant les stagiaires de la 27ème promotion de l'école de guerre, Elysée, 7 février 2020
<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/02/07/discours-du-president-emmanuel-macron-sur-la-strategie-de-defense-et-de-dissuasion-devant-les-stagiaires-de-la-27eme-promotion-de-lecole-de-guerre>

Voir aussi Benjamin Hautecouverture, Emmanuelle Maitre, « La France et la dissuasion nucléaire : le discours de l'École de Guerre du président Macron », 11 février 2020, FRS
<https://www.frstrategie.org/publications/notes/france-dissuasion-nucleaire-discours-ecole-guerre-president-macron-2020>